

Ne rien risquer est un risque
encore plus grand.

(Erica Jong)

AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes
de
Villabé

Novembre 2014

L'ALTERNATIVE, C'EST MAINTENANT !

La France souffre, c'est malheureusement une évidence. Nous ne pouvons plus nous taire devant la désolation politique qui nous entoure. Hollande-Valls qui miment le Medef et veulent fermer le cercueil de la gauche. Fillon, Sarkozy et Juppé qui se battent pour prendre la tête de l'UMP qui ne rêve que de revenir pour finir le sale boulot et casser tout ce qui reste de notre modèle social. Et le clan Le Pen, père et fille, qui se frottent les mains attisant la division, le ressentiment, ébahis de voir les gouvernants et les médias leur servir sur un plateau l'occasion de développer leur petite entreprise de la haine.

Nous ne sommes pas, nous gens de progrès, travailleurs salariés ou retraités, nés ici ou venus d'ailleurs, la chair à canon pour la compétitivité des puissances capitalistes mondialisées. Nous refusons : LA BAISSÉ HISTORIQUE DU POUVOIR D'ACHAT. Il a baissé en moyenne de 0,9 %. C'est la plus forte baisse depuis 1984. Depuis la fin des plans de relance liés à la crise de 2008, il dégringole, année après année, et a perdu 3,3 % entre 2010 et 2013. QUE LES PAUVRES PAYENT L'ADDITION. Depuis 2008, les 10 % des Français les plus pauvres ont perdu 400 euros par an et pour la moitié des Français le revenu annuel a baissé. Le pouvoir d'achat des retraités, depuis 1993, exigerait une augmentation moyenne mensuelle de 300 euros.

QUE LES REVENUS FINANCIERS (308 milliards en 2012) soient exemptés de toute cotisation. Les faire cotiser rapporterait 25 milliards par an pour l'ensemble du régime général.

QUE LES COMPTES SOCIAUX SOIENT CREUSES PAR LE PATRONAT. Sur un Smic, la cotisation patronale est passée de 33 % en 1990 à 4,33 % depuis 2012, sans aucune amélioration pour l'emploi. Les exonérations pour le patronat se montent à

***Nous ne sommes pas la chair
à canon pour la compétitivité
des puissances capitalistes
mondialisées.***

30 milliards par an. La fraude patronale à la Sécu est estimée à 20 milliards par la Cour des comptes.

LA FABLE DE LA COMPÉTITIVITÉ. Par exemple : Auchan va percevoir au total 100 millions d'euros en 2013 et 2014 au titre du CICE bien qu'il supprime 800 postes de cadres. Les six grands groupes de grandes surfaces à dominante alimentaire, qui ne sont pas soumis à la concurrence étrangère, ont reçu, pour 2013, 1,6 milliard d'euros d'aides publiques. Or ces géants ont réalisé entre 2011 et 2013 14 milliards de profits dont ils ont distribué 9 milliards à leurs actionnaires.

QUE LE GEANT PETROLIER TOTAL, qui a réalisé 8,4 milliards de bénéfices en 2013, ne paie pas d'impôts sur ces sommes, mais

a reçu 20 millions d'euros de CICE. Sanofi a perçu 11,2 millions en 2013 au titre du CICE et 125 millions de crédit d'impôt recherche alors qu'il a engrangé 3,7 milliards de profits dont 70 % ont été distribués aux actionnaires.

Face à ce désastre, à ces injustices criantes, au désarroi et à la colère, il faut absolument changer de politique et appliquer un vrai programme de gauche : Contrôle des fonds publics. Démocratie sociale et droits nouveaux pour les salariés. Une nouvelle loi bancaire pour réorienter le crédit. Construction d'un impôt juste. Hausse des salaires. Avènement d'une VIème République...

Ces idées, nous les mettons au débat, convaincus qu'elles peuvent contribuer à la construction d'un programme de gouvernement alternatif. Il est temps que tous ceux qui veulent sortir le pays et la gauche de l'ornière engagent ce travail. Pour construire une alternative rassembleuse et crédible, nous avons besoin de la réflexion et de l'engagement de toutes les forces de la gauche de progrès, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens. Il faut s'y mettre dès maintenant !

Si nous sommes capables d'ouvrir des perspectives nouvelles, si le signal est donné, une nouvelle majorité populaire peut se reconstituer.

Maurice Lapointe

PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS ? UN DÉBAT NÉCESSAIRE.

Des militants du comité de défense des services publics de Corbeil-Essonnes sont venus à Villabé faire participer les Villabéens à la votation dont ils ont pris l'initiative. Ils ont pour objectif de faire s'exprimer la population de la ville voisine sur le projet de son maire de faire passer le *Théâtre*, le stade nautique et le cinéma *Arcel* sous le régime de la délégation de service publique (DSP), lançant ainsi leur privatisation.

Nombre de Villabéens utilisent ces équipements et sont, de fait, concernés.

Mais, également Interpelé sur cette perspective de privatisation, Karl DIRAT, lors de la réunion publique organisée par Bruno PIRIOU, conseiller général de notre canton, s'est déclaré ouvert à une telle perspective de gestion argumentant la « nécessaire ren-

tabilité » des équipements socio-culturels. Ainsi, pour notre édile, leur coût doit être réduit. Comment atteindre cet objectif sans augmenter les tarifs, réduire les personnels ou limiter les activités ?

Il y a lieu d'être inquiets pour notre commune s'il prenait à notre maire de copier ses amis BECHTER-DASSAULT. Les services publics ne peuvent pas être considérés du seul point de vue de la gestion comptable ni comme moyen de profit pour un groupe privé, mais doivent l'être en fonction de leur utilité.

Ce sujet mérite un débat dans notre cité. Gageons que, dans sa politique de communication et de consultation, la majorité municipale ne manquera pas de prendre les initiatives appropriées.

CIRCULATION ET ESPACES VERTS

Lors de cette même réunion, la discussion s'est principalement focalisée autour des problèmes de circulation et des espaces verts de notre commune dont ils étaient le sujet.

Tous les participants se sont accordés sur le constat : importantes difficultés de circulation à certaines heures, RER insatisfaisant, Cirque de l'Essonne à préserver et aménager en espace vert...

Bruno PIRIOU a fait valoir ses interventions régulières sur ces questions au Conseil général et les premiers aménagements réalisés le long des rives de l'Essonne sur plusieurs kilomètres. Ces efforts méritent d'être développés. Karl DIRAT s'est prononcé en ce sens. Il a également annoncé sa volonté de préserver le Cirque de l'Essonne en le faisant classer en espace sensible, reprenant les décisions de la municipalité sortante. A ce jour la municipalité de Corbeil-Essonnes reste muette sur cette nécessité indispensable pour pérenniser cet espace vert, poumon

de notre village et richesse naturelle. Il y a lieu d'agir pour que la municipalité voisine rejoigne d'urgence celles de Lisses et Villabé, toutes impliquées géographiquement, pour se retrouver sur une décision commune. Les liens d'amitié DIRAT-BECHTER-DASSAULT offrent une possibilité à saisir par notre maire.

L'idée d'une voie nouvelle de circulation contournant le Cirque de l'Essonne a été évoquée par Karl DIRAT en opposition avec notre conseiller général. Cette proposition risque de défigurer cet espace et, à terme, de le livrer à une urbanisation rampante. Elle apparaît d'autant plus inefficace que les deux passages routiers sur et sous la voie ferrée sont d'importants obstacles générant des bouchons difficilement résorbables sans d'importants travaux de la SNCF.

Ces questions doivent, elles-aussi, faire l'objet d'un débat citoyen, voire d'un référendum local.